

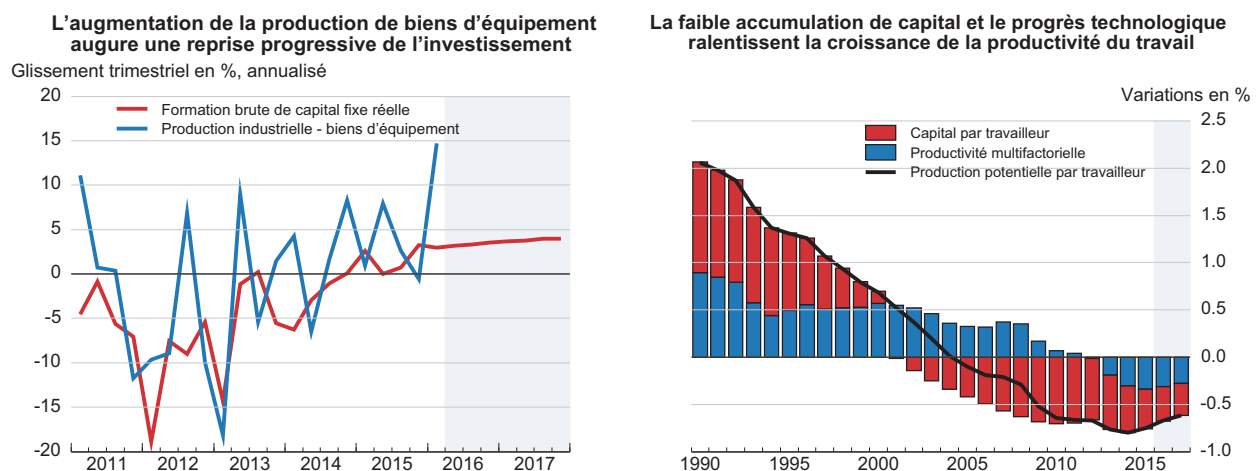
FRANCE

La croissance économique devrait atteindre 1.4 % cette année et 1.5 % en 2017 grâce à la baisse des prix de l'énergie, aux allègements des cotisations sociales et des impôts sur les entreprises et à la faiblesse persistante des taux d'intérêt. À la faveur de la réduction des cotisations sociales et de nouvelles aides à l'embauche, l'emploi va augmenter, ce qui n'entraînera toutefois qu'un reflux progressif du chômage. L'inflation restera peu élevée, les capacités de production demeurant partiellement utilisées jusqu'à la fin de la période de prévision.

En dépit des allègements d'impôt, la diminution du coût du service de la dette et le resserrement de certaines dépenses devraient réduire le déficit budgétaire pour le ramener à environ 3 % du PIB en 2017. Ces évolutions limiteront de nouvelles hausses de la dette publique tout en minimisant les risques pesant sur une reprise encore fragile. Pour lutter contre le chômage élevé, les autorités ont annoncé de nouvelles aides à l'embauche pour les petites et moyennes entreprises et ont augmenté le nombre de formations offertes aux demandeurs d'emploi. Un projet de réforme du marché du travail clarifie les conditions de licenciement économique et offre plus de possibilités de négociation au niveau de l'entreprise, principalement au sujet du temps de travail.


La productivité est élevée mais progresse faiblement depuis plusieurs décennies. La mise en œuvre rapide des systèmes prévus d'assurance-qualité et d'orientation pour la formation professionnelle contribuerait à une meilleure insertion des travailleurs peu qualifiés en augmentant leur productivité. Une plus grande certitude juridique en cas de licenciement pourrait encourager les entreprises à embaucher et à développer leurs activités, en proposant des emplois plus stables. L'assouplissement des conditions d'accès à un plus grand nombre de professions réglementées stimulerait la concurrence et la productivité, entraînant une baisse des prix qui serait profitable aux consommateurs, en particulier aux plus pauvres.

France



1. En pourcentage de la valeur ajoutée brute.
2. Indices harmonisés des prix à la consommation. L'inflation sous-jacente (IPCH) exclut les produits alimentaires, l'énergie, l'alcool et le tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99 ; et INSEE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933372471>

France : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2013	2014	2015	2016	2017
Emploi	-0.2	0.1	0.0	0.4	0.5
Taux de chômage ¹	9.9	9.9	10.0	9.8	9.7
Rémunération par salarié ²	1.6	1.3	1.1	1.3	1.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.7	1.0	0.1	0.4	0.5
Revenu disponible des ménages	0.8	1.1	1.6	1.9	2.0
Déflateur du PIB	0.8	0.5	0.7	0.6	0.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	1.0	0.6	0.1	0.1	0.8
IPCH sous-jacent ³	0.7	1.0	0.6	0.5	0.7
Déflateur de la consommation privée	0.8	0.0	-0.1	0.0	0.3
<i>Pour mémoire</i>					
Taux de chômage ⁴	10.3	10.3	10.3	10.2	10.1

1. En pourcentage de la population active, France métropolitaine.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

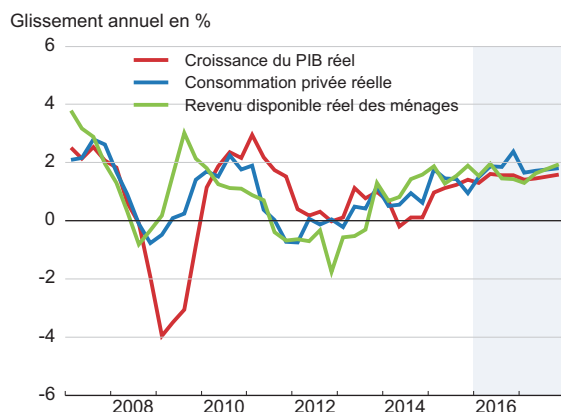
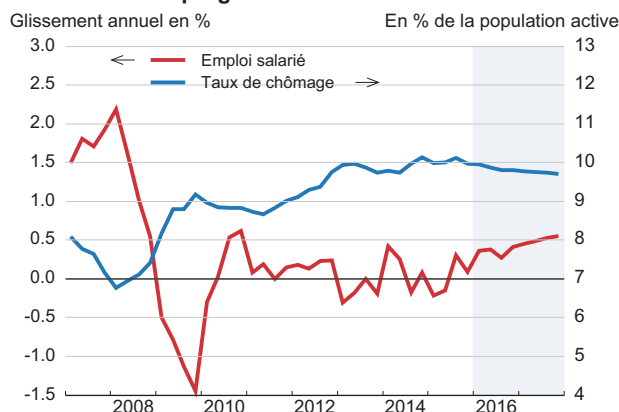
4. En pourcentage de la population active, taux national, incluant les départements outremer.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933373694>**Une reprise progressive est amorcée**

Le recul des prix de l'énergie et la faiblesse de l'inflation ont entraîné une hausse des salaires réels, favorisant une accélération de la croissance de la consommation privée. L'investissement productif a commencé à se redresser en 2015, sous l'impulsion des bénéfiques croissants engrangés par les entreprises, du tassement des prix de l'énergie, de l'amortissement supplémentaire pour les investissements industriels, ainsi que de l'allègement des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela étant, à la suite du resserrement des dépenses publiques, l'investissement des collectivités locales a régressé. La contraction de l'investissement résidentiel se poursuit encore en dépit de la

France

La consommation continue de soutenir la croissance**L'emploi devrait augmenter et le chômage progressivement reculer**

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933372483>

France : **Indicateurs financiers**

	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'épargne nette des ménages ¹	14.4	14.8	15.1	15.1	15.1
Solde financier des administrations publiques ²	-4.0	-4.0	-3.5	-3.4	-3.0
Dette brute des administrations publiques ²	110.9	120.3	120.8	121.6	122.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	92.3	95.3	96.1	96.9	97.4
Balance des opérations courantes ²	-0.8	-0.9	-0.1	-0.7	-0.8
Taux d'intérêt à court terme ³	0.2	0.2	0.0	-0.2	-0.3
Taux d'intérêt à long terme ⁴	2.2	1.7	0.8	0.5	0.5

1. En pourcentage du revenu disponible (épargne brute).

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933373700>

stabilisation du nombre de permis de construire et de mises en chantier depuis le début de 2015.

La dépréciation de l'euro et les réductions d'impôts ont aidé les exportateurs français à restaurer leur compétitivité et à regagner des parts de marché, alors que le recul du prix du pétrole a fait baisser le coût des importations. En conséquence, le déficit extérieur a nettement diminué. Le chômage a cessé de croître, grâce aux emplois aidés visant les travailleurs jeunes et peu qualifiés, principalement dans le secteur non marchand, et, plus


France : **Demande et production**

	2014	2015	2016	2017	Quatrième trimestre		
					2015	2016	2017
	Prix courants milliards de EUR				Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)		
PIB aux prix du marché	2 140.2	1.2	1.4	1.5	1.3	1.5	1.6
Consommation privée	1 184.0	1.4	1.9	1.7	1.0	2.4	1.8
Consommation publique	516.0	1.5	1.4	0.6	1.5	1.0	0.6
Formation brute de capital fixe	463.1	0.0	2.2	2.2	1.1	2.4	2.4
Secteur public	78.7	-3.0	1.0	0.1	1.2	-0.4	0.3
Secteur privé : résidentiel	109.7	-2.5	-1.3	0.6	-2.6	-0.1	1.0
Secteur privé : autres	274.8	1.9	3.9	3.3	2.6	4.1	3.4
Demande intérieure finale	2 163.1	1.1	1.9	1.6	1.1	2.1	1.6
Variation des stocks ¹	17.3	0.3	0.4	0.0			
Demande intérieure totale	2 180.4	1.4	2.2	1.5	2.2	1.8	1.6
Exportations de biens et services	612.7	6.1	1.8	3.8	4.7	2.0	4.1
Importations de biens et services	652.9	6.4	4.4	3.9	7.0	3.1	4.1
Exportations nettes ¹	- 40.2	-0.2	-0.8	-0.1			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933373711>

récemment, à l'augmentation de l'emploi intérimaire. Malgré une politique monétaire extrêmement accommodante, les surcapacités encore importantes et la baisse des prix du pétrole ont tiré l'inflation vers le bas.

L'allègement de la fiscalité du travail et la réforme de la formation professionnelle stimulent l'emploi et la productivité des travailleurs peu qualifiés

En raison de la réduction drastique des investissements des collectivités locales, le déficit des administrations publiques a baissé pour atteindre 3.5 % du PIB en 2015, un niveau moins élevé que prévu. Le contrôle des dépenses et le redressement de la croissance économique aideront le gouvernement à continuer à réduire le déficit pour atteindre l'objectif de 3 % du PIB en 2017, malgré un certain nombre de mesures qui auront pour effet d'accroître les dépenses. Cet assainissement graduel est approprié compte tenu de la fragilité persistante de la reprise.

Plusieurs réformes récentes ou prévues pourraient contribuer à améliorer la productivité et les perspectives d'emploi des travailleurs peu qualifiés. Suite à une réforme lancée en 2014, les demandeurs d'emploi recevront des droits à formation supplémentaires. Avec la réforme envisagée visant à renforcer la certitude juridique en cas de licenciement, les employeurs seraient plus disposés à embaucher en contrats à durée indéterminée, ce qui améliorerait la stabilité de l'emploi des travailleurs peu qualifiés qui sont actuellement nombreux à travailler en contrat à durée déterminée avec peu d'accès à la formation. Cela dit, cette réforme aurait pour contrepartie d'accroître les risques de licenciement pour les travailleurs ayant déjà obtenu un contrat à durée indéterminée. La baisse des cotisations sociales principalement ciblée sur les travailleurs à faibles revenus améliorera également l'inclusivité du marché du travail. Toutefois, puisque les cotisations augmenteront avec le salaire, les travailleurs à faibles revenus pourraient être moins incités à participer à des formations et on pourrait voir se créer une trappe à bas salaires. Un nouvel allègement de l'impôt sur le revenu en faveur des ménages à bas et moyen revenus, conjugué à une rationalisation et un renforcement de l'efficacité des compléments de revenu d'activité et à des réductions supplémentaires des cotisations sociales versées par les employeurs, amélioreront les chances d'emploi des travailleurs à bas salaires, stimulant ainsi la consommation et rendant la croissance plus inclusive. La réforme récente des marchés de produits et de services devrait être étendue à un plus grand nombre de professions réglementées et la réglementation du commerce de détail devrait être encore assouplie pour développer les possibilités d'emploi.

La croissance devrait progressivement s'accélérer

Une réduction supplémentaire des cotisations sociales et de nouvelles aides à l'embauche devraient favoriser une accélération modérée de la croissance de l'emploi et de la consommation privée. La reconduction récemment annoncée du suramortissement de l'investissement au-delà d'avril 2016 et l'allègement des impôts des entreprises et des cotisations sociales des employeurs soutiendront la hausse de l'investissement productif. L'investissement résidentiel devrait redémarrer vers la mi-2016, mais le redressement qui s'ensuivra sera modeste. Les exportations devraient, elles, globalement suivre la progression de la demande extérieure.

Il s'agit là d'un scénario central et plusieurs facteurs pourraient conduire à des résultats différents. La série de réformes récentes pourrait stimuler plus que prévu la confiance des ménages et des entreprises, entraînant un accroissement de

la consommation et de l'investissement après les hausses récentes du taux d'épargne des ménages et du taux de marge des entreprises. À l'inverse, un ralentissement plus prononcé que prévu des marchés émergents, notamment de la Chine, ou un fléchissement de la croissance dans la zone euro, lié par exemple à un vote en faveur du Brexit, pourraient affaiblir la demande extérieure et la confiance.